



Après les élections dans les DOM, LES VRAIS PROBLÈMES RESTENT

Les premiers commentaires faits en métropole à propos des conseils régionaux dans les DOM font état d'une majorité absolue des suffrages pour les partis de gauche, marquant par rapport aux législatives de 81 un léger progrès en Martinique et à la Réunion, une stabilité en Guyane et une légère baisse en Guadeloupe. Mais ces résultats en voix ne correspondent pas à la répartition des sièges : les partis soutenant la politique gouvernementale ne sont assurés de diriger que l'Assemblée régionale de Martinique. En Guadeloupe et à la Réunion, la droite a la majorité absolue des sièges. En Guyane, tout dépendra de l'attitude des trois élus de l'Union des travailleurs de Guyane, organisation indépendantiste qui a recueilli 8,92% des voix. La fameuse barre des 5%, instituée dans les DOM à la différence de la Corse, a donné une sur-représentation à la droite. Une fois de plus celle-ci profite d'une mesure entravant la représentation démocratique des différents courants qui existent. Il serait temps d'en tirer la leçon.

Une fois de plus, bien peu de commentateurs ont souligné l'importance de l'abstentionnisme dans les DOM : 25,3% à la Réunion, 38,8% en Martinique, 48,1% en Guyane, 48,8% en Guadeloupe. Ces abstentions particulièrement élevées tiennent avant tout au refus d'une partie importante de la population locale d'un scrutin qui vise à désigner les représentants d'une région de la République française, alors qu'il s'agit en fait de colonies soumises à la domination et à l'oppression de la métropole. La plupart des organisations de ces pays qui revendiquent le droit à l'autodétermination et à l'indépendance, s'étaient d'ailleurs prononcées pour l'abstention. Le fait que les compétences qu'auront les conseils régionaux qui viennent d'être élus ne sont pas connues n'a pu que contribuer aussi au renforcement de l'abstention.

Les résultats des élections des conseils régionaux ne résolvent en rien les graves problèmes auxquels sont aujourd'hui confrontés les DOM : chômage considérable (plus de 40% en Guadeloupe), difficultés économiques croissantes (baisse du pouvoir d'achat des coupeurs de canne à sucre en Martinique, économie sucrière au bord de l'asphyxie en Guadeloupe). Alors que le Parti socialiste parlait, avant le 10 mai 1981, d'« autodétermination des DOM-TOM », du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la politique gouvernementale est aujourd'hui clairement guidée par l'intégration des DOM à la France et va jusqu'à la répression du mouvement patriotique. Ainsi récemment, trois militants guadeloupéens ont été condamnés à 15 jours de prison et 12 000,00 francs d'amende chacun pour « dégradation d'édifices publics » (graffiti) et ceci sans preuves. Cette politique est sans issue car elle tourne le dos aux aspirations des peuples des DOM, comme des TOM, à recouvrer leur indépendance et leur souveraineté nationales.

Pierre BAUBY

PAS DE LICENCIEMENTS A RENAULT-FLINS ET CITROËN-AULNAY

Ce lundi 21 février, à Renault-Flins et à Citroën-Aulnay, la détermination et la solidarité ouvrières se sont pleinement manifestées. Dans chacune des entreprises, les comités d'établissement se sont prononcés contre les licenciements de délégués — quatre délégués cégétistes à Citroën, trois délégués cégétistes à Renault-Flins. Dans chacune des entreprises, les débrayages et meetings ont rassemblé un grand nombre de travailleurs, vivement décidés à défendre leurs droits, la liberté et la dignité dans l'entreprise.

Prétextant des événements du 2 février dernier, la direction de Citroën a cherché à prendre sa revanche sur la force et l'organisation conquises par les travailleurs d'Aulnay au printemps. Celle de Renault-Flins, elle aussi, a voulu, en licenciant des délégués, sanctionner des militants syndicalistes ayant conduit la dernière grève à Flins de janvier dernier. L'une et l'autre ont trouvé des appuis pour frapper : campagnes racistes de droite contre les travailleurs immigrés, déformation des faits par une certaine presse, attaques contre la CGT... jusqu'à des déclarations gouvernementales inadmissibles à l'encontre des travailleurs immigrés prétendus « manipulés » et de la CGT qualifiée d'« incapable ». Les actions du 21 février marqueront-elles un coup d'arrêt à ces attaques ? Pour qu'elles ne soient pas sans lendemain, poursuivre la popularisation et la solidarité aux travailleurs de Flins et d'Aulnays s'avère indispensable. Télégrammes au ministre du Travail pour demander la suppression des licenciements, messages de solidarité aux syndicats de Renault et de Citroën, sont des gestes qui comptent.

Notre parti est partant pour toutes les initiatives permettant de faire échec aux licenciements. Le 21 février, il a appelé au meeting des syndicats et partis de gauche en solidarité avec de ceux de Citroën-Aulnay devant les portes de l'usine, au cours duquel son message de soutien a été lu.

BLOC-NOTES

• Le 18 février, à Lille s'est tenu un Carrefour des peuples organisé conjointement par le PCML, le PSU, le CEDETIM et l'ASEC, avec la participation d'une dizaine d'associations et de comités anti-impérialistes et de la Ligue des droits de l'homme. Cette rencontre, la première de ce type à Lille, a permis à une centaine de personnes de découvrir la nouvelle pièce du Théâtre du Printemps sur la Palestine ainsi que la troupe antillaise *Les Bougainvilliers*, et de débattre avec Michel Capron du CEDETIM et avec un responsable de l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores) de l'impérialisme français.

• Le 18 février, au cours du journal de 13 heures de *France-Inter*, Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, a déclaré notamment : « *La droite se livre à une offensive de grande envergure actuellement pour tenter de revenir au gouvernement... Sa victoire conduirait à une régression sociale sans précédent. C'est l'intérêt de tous les travailleurs de voter contre la droite aux municipales. Mais il faut aussi combattre la politique d'austérité du gouvernement... Battre la droite et combattre l'austérité sont indissociables.* »

• Pierre Bauby, membre du Secrétariat politique du PCML, tiendra deux conférences de presse en province, en soutien aux candidatures de militants du PCML aux municipales. A Bayonne, le vendredi 25 février à 20h30 à la MJC de Saint-Croix (ZUP de Bayonne) et le lundi 28 février à 15 heures à Rennes, au Club de la presse.

• *Travailleurs n°7* de mars va bientôt sortir. Au sommaire : un dossier sur le travail féminin ; une enquête sur Decazeville ; un débat « Parlons ensemble » sur la droite après le 10 mai avec Mmes Marie-José Chombard de Lawe et Colette Ysmal ; une interview de Yves Morel de la Fédération nationale des déportés et internés, résistants et patriotes ; une interview de J. Huillet, militant viticole de l'Hérault, à propos de l'Europe ; des articles sur Citroën, la Bolivie, la prochaine conférence des non-alignés...

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
6 mois : 80,00 F — soutien : 100,00 F
un an : 150,00 F — soutien : 200,00 F

Français-immigrés :

POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

Samedi 19 février plus de 3 000 personnes ont manifesté à Châtenay-Malabry, là où six jours auparavant un policier avait grièvement blessé un jeune tunisien, là où il y a 5 ans un autre policier avait tué un jeune algérien. Cette fois-ci, le policier est en prison, inculpé d'homicide volontaire. Mais à côté, combien d'autres pratiques racistes qui restent impunies, dans les entreprises, en matière de logement, dans la vie quotidienne !

Les récentes déclarations gouvernementales accusant les travailleurs immigrés de l'automobile de mettre en péril la compétitivité de « notre » industrie tourment le dos au nécessaire combat contre le racisme, contre toutes les discriminations envers les travailleurs immigrés et leurs familles,

contre tout ce qui contribue à les isoler des travailleurs français.

Faire reculer le racisme implique de lutter pour l'égalité complète de tous les droits politiques, syndicaux et sociaux, ce qui inclut le droit d'élire et d'être élu, pour le droit de libre circulation des travailleurs et de leurs familles entre les pays, pour le droit à un logement décent, ce qui s'oppose aux pratiques des quotas comme aux conceptions de seuil de tolérance, pour le développement des échanges entre les communautés, pour la satisfaction des propres besoins des travailleurs immigrés en équipement culturels et religieux.

Bureau politique du PCML
20 février 1983

ALSTHOM-St-OUEN :

CONFIRMATION DE LA CONDAMNATION DES SYNDICATS

Le 14 février, la Cour d'appel de Paris vient de confirmer la condamnation des syndicats CGT et CFDT de l'Alsthom-St-Ouen suite à la plainte déposée par la direction de l'Alsthom après la grève avec occupation de 1979 !

Entre temps, est survenue la nationalisation du groupe CGE, dont l'Alsthom fait partie. Mais la plainte de la direction n'a pas été retirée, malgré les déclarations du gouvernement sur le rôle pilote que doivent jouer les entreprises nationalisées sur le plan social.

Le Secrétariat du PCML vient d'écrire à J-P. Chevènement, ministre de tutelle de la CGE, pour lui demander d'intervenir afin que la plainte soit retirée.

ATTAQUES VIETNAMIENNES CONTRE DES CAMPS DE RÉFUGIÉS

Depuis fin janvier, les troupes vietnamiennes se lancent dans une nouvelle offensive contre les camps de réfugiés au Kampuchea. Le 31 janvier, les troupes vietnamiennes d'occupation ont lancé une attaque surprise contre le camp de Nong Chan, tuant une centaine de personnes et provoquant 30 000 sans abris. Il y a quelques jours, ils ont attaqué et bloqué le camp 007, près du village thaïlandais de Nong Samet. Ce camp abrite 5 000 réfugiés protégés par 3 000 soldats du Front de libération nationale du peuple khmer. Lors de ces raids, les troupes vietnamiennes ont de plus canonné le territoire thaïlandais faisant des morts et des blessés parmi les villageois.

MOUVEMENTS COMMUNISTE ET NATIONALISTE EN ALGÉRIE

de Jacques JURQUET

Cette chronologie commentée de près de 200 pages étudie les mouvements communiste et nationaliste en Algérie de 1920 à 1962.

Des faits, des documents connus et moins connus, des inédits nourrissent cette étude passionnante à plus d'un titre, pour ceux qui ont vécu la période de libération nationale du peuple algérien comme pour les générations plus jeunes.

Prix : 48,00F + frais de port 8,50F
Chèque à l'ordre de Presse d'Aujourd'hui.

Demander cet ouvrage à PCML-Flash BP 90 - 75962 Paris cedex 20.

